



CANADA

RAPPORT
DU
SURINTENDANT
DES
FAILLITES

pour l'année se terminant le 31 mars 1967

Ministère de la Consommation et des Corporations

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



113304

QUEEN HG 3769 .C3 C3 1966/67
Canada. Office of the Superi
Annual report (Superintenden



CANADA

RAPPORT

DU

SURINTENDANT

DES

FAILLITES

pour l'année se terminant le 31 mars 1967

Ministère de la Consommation et des Corporations

©
ROGER DURAMEL, M.S.R.C.
Imprimeur de la Reine et Contrôleur de la Papeterie
Ottawa, 1968

N^o de cat.: RG61-1967

INDEX

I

La loi sur la faillite

| | Page |
|---|------|
| A. But | 3 |
| B. Modifications législatives | 3 |
| Pouvoirs d'enquête | 3 |
| Articles 3A et 3B | 3 |
| Autres modifications législatives | 5 |
| C. Bureaux régionaux | 6 |
| D. Plaintes et enquêtes | 6 |
| E. Octroi de licences de syndics | 6 |
| F. Bulletins aux syndics | 6 |
| G. Statistiques | 6 |
| (a) Faillites signalées, terminées et inventaires – renseignements généraux | 7 |
| (b) Faillites signalées | 7 |
| (c) Faillites terminées | 8 |

II

La loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies

III

La loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers

IV

La loi sur les liquidations

V

Revenus et dépenses

VI

Personnel administratif

Annexes et Tables

| | | |
|--------|-----|--|
| Table | 1 | — Analyse des plaintes reçues, par catégorie |
| | 2 | — Analyse des licences accordées aux syndicats |
| Annexe | A | — Analyse comparative des faillites et propositions signalées, terminées et dont l'administration est reportée |
| | A-1 | — Faillites et propositions signalées — Canada — Québec et Ontario 1957-1966 |
| | B | — Faillites et propositions signalées 1966 — Actifs — Passifs et Déficits |
| | B-1 | — Faillites signalées en 1966, par province |
| | B-2 | — Faillites commerciales — Statistiques par province |
| | B-3 | — Faillites non-commerciales — Statistiques par province |
| | B-4 | — Propositions produites et approuvées — Statistiques par province |
| | B-5 | — Cautions comprises dans l'Annexe B-3 |
| | C | — Faillites et propositions terminées en 1966 — Statistiques générales |
| | C-1 | — Faillites ordinaires terminées en 1966 |
| | C-2 | — Faillites sommaires terminées en 1966 |
| | C-3 | — Propositions terminées en 1966 |
| | D | — Corporations liquidées 1960-66 — Statistiques par province |
| | E | — Allocations de crédits et dépenses — 1966-67 |
| | E-1 | — Tableau comparatif des Revenus et Dépenses — cinq dernières années |
| | F | — Personnel administratif — Analyse comparative 1950-67 |

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

A la suite de l'adoption par le Parlement de la *Loi de 1966 sur l'organisation du gouvernement*, qui a été sanctionnée le 16 juin 1966 et est en vigueur depuis le 1^{er} octobre 1966, la *Loi sur la faillite* (S.R., c. 14), la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (S.R., c. 54), la *Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers* (S.R., c. 111) et la PARTIE I de la *Loi sur les liquidations* (S.R., c. 296), sont administrées par le Registraire général du Canada. Avant le 1^{er} octobre 1966, le Service des faillites relevait du ministère de la Justice. Le présent rapport couvre l'année financière commencée le 1^{er} avril 1966 et terminée le 31 mars 1967.

I. La Loi sur la faillite

La dernière révision de la *Loi sur la faillite* remonte à 1949. D'importantes modifications ont été apportées à la loi, par le Parlement, au mois de juillet 1966 (c. 32, 1966-67).

A. But

L'un des principaux objectifs de la *Loi sur la faillite* est de procurer aux créanciers une procédure d'exécution collective sur les biens d'un débiteur insolvable, en mettant un syndic en possession de tous les biens qui appartiennent à ce débiteur, au moment de sa faillite, pour qu'ils soient distribués à ses créanciers équitablement, chacun selon leurs droits. La *Loi sur la faillite* contient aussi des dispositions qui pourvoient à la libération des dettes d'un débiteur méritant, de façon à ce qu'il puisse être réhabilité dans la société comme un citoyen utile, libéré du fardeau de ses dettes.

B. Modifications à la Loi

Avant les modifications qui ont été apportées à la *Loi sur la faillite* en 1966, la responsabilité principale du Surintendant des faillites consistait à surveiller l'administration des syndics en matière de faillite. Les modifications de 1966 ont considérablement élargi les pouvoirs d'enquête du Surintendant des faillites en ce qui a trait aux irrégularités ou offenses qui ont pu être commises avant une faillite.

Il est à noter que, à la suite de ces modifications, la responsabilité première de faire enquête dans les cas d'irrégularités ou d'offenses commises par un débiteur, relève toujours du syndic et que les pouvoirs d'enquête du Surintendant des faillites ne viennent que s'ajouter à ceux que possèdent déjà les syndics. Lorsqu'il existe des raisons de croire qu'une offense ou une irrégularité a été commise par un débiteur ou, encore, un créancier, le Surintendant des faillites s'occupe de l'enquête qui peut être nécessaire dans les circonstances s'il lui apparaît que l'affaire peut par ailleurs n'être l'objet d'aucune enquête.

Les dispositions des Articles 3A et 3B de la *Loi sur la faillite* qui traitent de cette question se lisent comme suit:

"3A. (1) Lorsque, sur les renseignements fournis par un séquestre officiel, un syndic ou une autre personne, il apparaît au surintendant qu'il y a des motifs raisonnables de soupçonner qu'une personne a commis, relativement à une faillite, une infraction à la présente loi, ou à quelque autre loi du Parlement du Canada, que ce soit avant ou après la faillite, il est loisible au surintendant, s'il lui

apparaît que l'affaire peut par ailleurs n'être l'objet d'aucune recherche, de faire ou de faire faire les enquêtes ou recherches qu'il estime opportunes sur la conduite, les négociations, les transactions du failli intéressé, sur les causes de sa faillite et l'emploi de ses biens.

(2) Aux fins des recherches prévues au paragraphe (1), le surintendant ou une personne qu'il a dûment autorisée par écrit, avec l'approbation du tribunal qui peut être accordée sur une demande *ex parte*, peut, soit seul soit conjointement avec les agents de la paix dont il réclame l'assistance, entrer et perquisitionner, par la force si nécessaire, dans tout bâtiment, et inspecter tout contenant ou endroit où se trouvent des livres, registres, papiers ou documents qui peuvent fournir la preuve d'une infraction relative à une faillite et examiner tous semblables livres, registres, papiers ou documents.

(3) Aux fins des recherches prévues au paragraphe (1), le surintendant peut, sans ordonnance, interroger ou faire interroger sous serment devant le registraire de la cour ou autre personne autorisée, le failli, toute personne dont il est raisonnable de croire qu'elle a connaissance des affaires du failli, ou toute personne qui est ou a été un mandataire, commis, préposé, fonctionnaire, administrateur ou employé du failli, au sujet de la conduite, des négociations et des transactions du failli intéressé, des causes de sa faillite et de l'emploi de ses biens, et peut ordonner à toute personne susceptible d'être ainsi interrogée de produire tous livres, registres, papiers ou documents en sa possession ou sous son contrôle qui concernent le failli, sa conduite, ses négociations et transactions, les causes de sa faillite ou l'emploi de ses biens.

(4) Une personne interrogée en conformité du présent article est tenue de répondre à toutes les questions sur la conduite, les négociations ou les transactions du failli, les causes de sa faillite ou l'emploi de ses biens.

(5) Lorsqu'une personne interrogée en conformité du présent article s'oppose à répondre à une question quelconque pour le motif que sa réponse pourrait tendre à l'incriminer ou tendre à établir sa responsabilité dans une procédure civile à l'instance de la Couronne ou de qui que ce soit, si, sans le présent article ou l'article 5 de la loi sur la preuve au Canada, cette personne eût été dispensée de répondre à cette question, la réponse ainsi donnée ne peut ni être invoquée ni être admissible à titre de preuve contre elle dans les procédures quelconques, civiles ou criminelles, exercées par la suite, hors le cas de poursuites pour parjure en rendant ce témoignage.

(6) Nul ne doit ni entraver, ni molester ni gêner une personne dans l'accomplissement d'une chose qu'elle est autorisée à faire en vertu et en conformité du présent article, ni empêcher ni tenter d'empêcher une personne de faire toute semblable chose et, nonobstant quelque autre loi ou disposition législative, toute personne doit, à moins qu'elle n'en soit incapable, accomplir tout ce qu'elle est tenue de faire en vertu et en conformité du présent article.

(7) Lorsqu'un livre, registre, papier ou autre document est examiné ou produit en conformité du présent article, la personne qui fait l'examen, ou à qui ladite pièce est produite, ou le surintendant peut en faire faire une ou plusieurs copies et un document censé être certifié par le surintendant ou une personne autorisée par ce dernier à cette fin comme étant une copie faite conformément au pré-

sent article est admissible à titre de preuve et possède la même valeur probante que le document original aurait eue si la preuve en avait été établie de la façon ordinaire.

3B. (1) Lorsque, après des recherches faites en conformité de l'article 3A ou autrement, le surintendant a obtenu la preuve qu'une infraction a été commise relativement à une faillite, il doit en faire rapport au sous-procureur général ou autre conseiller juridique compétent de la province en cause ou à la personne qui est dûment désignée par ce conseiller juridique à cette fin.

(2) Nonobstant l'article 95, un recouvrement effectué au profit de l'actif d'un failli, à la suite d'enquêtes ou recherches que le surintendant a faites ou fait faire en conformité de l'article 3A, doit être appliqué au remboursement des frais et dépenses que le surintendant a encourus à ce sujet, non ordinairement compris dans les frais et dépenses du bureau du surintendant, et le solde qui subsiste par la suite sur le montant de ce recouvrement doit être placé à la disposition du syndic à l'avantage des créanciers du failli."

En plus d'apporter des modifications considérables aux pouvoirs d'enquête du Surintendant des faillites, les modifications de 1966 avaient trait aussi aux transactions revisables, aux propositions-concordataires produites par des personnes insolvables, aux dispositions relatives à l'administration sommaire de certaines faillites, etc.

Ces modifications avaient pour but d'apporter des remèdes à quelques-uns des problèmes les plus urgents rencontrés dans ce domaine.

Les modifications de 1966 ajoutaient aussi à la *Loi sur la faillite* une nouvelle PARTIE X, intitulée *Le paiement méthodique des dettes*. Ces dispositions pourvoient à l'établissement d'une procédure relativement simple et peu coûteuse en vertu de laquelle certains débiteurs, incapables de payer leurs dettes au fur et à mesure de leur échéance, peuvent s'adresser au greffier de la cour de comté ou district qui fixe les montants que ces débiteurs doivent verser à la cour pour fins de distribution à leurs créanciers, *pro rata*, jusqu'à ce qu'ils soient complètement payés.*

Le Comité consultatif sur la législation en matière de faillite qui a été formé par le ministre de la Justice au mois de février 1966, avec le mandat de préparer une révision complète et fondamentale de la législation fédérale en matière de faillite et d'insolvabilité, a continué, durant la période couverte par le présent rapport, de se réunir de façon régulière.

Le Comité, qui est composé de M. John D. Honsberger, c.r., de Toronto, M. Pierre Carignan, c.r., de Montréal, et le Surintendant des faillites, qui en est le président, travaille non seulement à une révision de la *Loi sur la faillite* mais aussi de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, la *Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers* et la *Loi sur les liquidations*.

Lorsque le Comité consultatif a été formé, on prévoyait que son rapport pourrait être soumis en moins d'un an. Cependant le travail s'est avéré beaucoup plus laborieux que prévu avec le résultat que le rapport de ce Comité ne devrait être prêt que vers la fin de l'année 1968.

* (la PARTIE X peut entrer en vigueur dans une province quelconque sur la délivrance, à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil de cette province, d'une proclamation par le gouverneur en conseil la déclarant en vigueur dans cette province. La PARTIE X a été déclarée en vigueur dans la province de l'Alberta le 17 avril 1967 et, dans la province du Manitoba, le 1^{er} juin 1967.)

C. Bureaux régionaux

Des bureaux régionaux ont été mis sur pied à Montréal et à Toronto au début de l'année 1966. Le personnel à la disposition de ces bureaux était cependant très limité et il s'agissait, en réalité, d'une décentralisation des services déjà en opération au bureau du Surintendant des faillites, à Ottawa, à l'époque. Les pouvoirs additionnels d'enquête confiés au Surintendant des faillites ont par la suite rendu nécessaire l'élargissement des bureaux régionaux de Montréal et de Toronto et l'ouverture d'un autre bureau à Vancouver. Ces trois bureaux régionaux comprennent des vérificateurs, des enquêteurs, ainsi que les services de soutien nécessaires et sont en pleine activité depuis le mois de mars 1967.

D. Plaintes et enquêtes

Durant l'année civile 1966, le Surintendant des faillites a reçu 334 plaintes. La plupart de ces plaintes proviennent évidemment des créanciers. Elles soulèvent toute une gamme d'irrégularités ou de négligences allant du défaut d'un syndic de répondre promptement à la correspondance qui lui est adressée, jusqu'à des accusations de fraude et d'autres offenses criminelles. Les plaintes reçues durant l'année mettaient en cause l'administration de 122 syndics. Pour une analyse de ces plaintes, par catégorie, ainsi que de la façon dont elles ont été traitées, voir *Table "1"*.

E. Octroi de licences de syndics

Il y avait cinq cent vingt-huit licences de syndics en vigueur au 31 décembre 1965. Vingt-huit syndics ont remis leur démission, trois licences de syndics ont été annulées sur décision ministérielle et trente-huit licences ont été renouvelées de façon restreinte dans le seul but de permettre la continuation de l'administration des faillites déjà en mains. Aucune nouvelle licence de syndic a été émise durant l'année 1966. Au 31 décembre 1966, il y avait donc cinq cents licences de syndics en vigueur.

La *Table "2"* présente une analyse des licences de syndics émises durant la période allant du 1^{er} janvier 1960 au 31 décembre 1966.

F. Bulletins aux syndics

Durant la période allant du 1^{er} avril 1966 au 31 mars 1967, le Surintendant des faillites a fait parvenir aux syndics sept bulletins qui traitent de différents aspects de la législation en matière de faillite et de son administration. Ces bulletins traitent, entre autres sujets, du bilan du débiteur, des syndics conjoints, de la délégation de fonctions de la part des syndics et de la signature de la documentation émanant des syndics, du retrait d'honoraires par anticipation, des cautionnements, etc.

Le but de ces bulletins est d'aider les syndics à en arriver à une meilleure compréhension de leurs devoirs et de leurs responsabilités en vertu de la *Loi sur la faillite*. D'autres bulletins ont depuis été distribués aux syndics et d'autres encore sont en cours de préparation.

Cette nouvelle politique du Surintendant des faillites devrait résulter en une amélioration sensible de l'administration de la *Loi sur la faillite*.

G. Statistiques

Les statistiques concernant les faillites au Canada sont recueillies par le Surintendant des faillites par référence aux années de calendrier.

Pour les années antérieures à 1966, ces statistiques comprenaient deux catégories importantes. Dans la première catégorie, on retrouvait les faillites administrées en vertu

des dispositions générales de la *Loi sur la faillite* et, dans une seconde catégorie, les faillites administrées en vertu des dispositions sommaires de la loi. Cette différenciation entre ces deux catégories ne reflète en réalité que les différences dans les procédures employées dans l'administration de ces faillites. Sauf dans le cas de corporations, les faillites où il n'existe aucun actif, ou peu d'actif, peuvent être désignées "administration sommaire". Dans ces cas, la procédure est simplifiée et les frais d'administration réduits au minimum. Il faut noter cependant que cette différenciation ne distingue pas les faillites commerciales de celles qui ne le sont pas.

Même si les dispositions de la *Loi sur la faillite* s'appliquent également à ces deux catégories de faillites, il est évident que ces deux catégories de débiteurs présentent des problèmes totalement différents. En conséquence, les statistiques concernant les nouvelles faillites seront dorénavant l'objet d'annexes distinctes, l'une concernant les faillites des non-commerçants, et l'autre, les faillites des commerçants. Les statistiques relatives à l'administration des faillites, établies lors de la fermeture des dossiers, comprennent deux catégories, soit les faillites où la réalisation des actifs est inférieure à \$500 et celles où la réalisation des actifs est supérieure à \$500.

(a) *Faillites signalées, terminées et inventaires – renseignements généraux*

L'Annexe "A" présente une analyse comparative des faillites et des propositions qui ont été signalées et terminées pour chacune des années 1933 à 1966. Cette annexe montre aussi le nombre des faillites et des propositions en cours d'administration à la fin de chaque année. Il est intéressant de noter que le nombre de nouvelles faillites et propositions signalées chaque année a augmenté de façon continue durant la période allant de 1946 à 1964. Cette tendance s'est cependant renversée en 1965 et en 1966 alors qu'il y a eu une diminution de 10 p.c. et 7 p.c., respectivement, dans le nombre des faillites et des propositions signalées pour chacune de ces deux années. Le nombre total des faillites et propositions en cours d'administration au 31 décembre 1966 s'établit à 20,127, soit le plus haut total à ce jour. Ceci veut dire qu'il existe approximativement 300 dossiers de faillites ou de propositions pour chaque membre du personnel du Service des faillites.

L'Annexe "A-1" fait voir le nombre de faillites et de propositions signalées au cours des dix dernières années au Canada ainsi que dans les provinces d'Ontario et du Québec.

Le pourcentage des faillites résultant d'une requête de mise en faillite intentée par des créanciers est relativement sans importance (moins de 5 p.c.) dans les cas de faillites commerciales où il existe peu ou pas d'actif et dans les cas de débiteurs non-commerçants. Toutefois, dans le cas des faillites commerciales où les actifs excèdent en valeur \$500, une faillite sur sept fait suite à une ordonnance de séquestre. La proportion dans la province d'Ontario, sous ce rapport, est d'une faillite sur cinq.

(b) *Faillites signalées*

Les Annexes "B" à "B-5" comprennent les statistiques se rapportant aux faillites et propositions signalées durant l'année 1966. Le montant total du passif pour l'année 1966, tel qu'estimé par les débiteurs, s'élève à 448 millions, alors qu'il s'élevait l'année précédente, à \$323 millions. Cette augmentation de 38.5 p.c. contraste avec la diminution dans le nombre des faillites et propositions signalées. Ainsi, alors que le nombre de faillites et de propositions a diminué, le montant du passif des faillites signalées a considé-

blement augmenté. Il est à noter aussi que le montant prévu des pertes des créanciers a atteint \$244 millions en 1966, alors qu'il atteignait \$138 millions en 1965, soit une augmentation de \$106 millions ou 77 p.c.

L'*Annexe "B"* montre, par province, le nombre total des faillites et des propositions signalées en 1966, de même que le montant total de l'actif, du passif et du déficit, pour l'ensemble des cas signalés. Il est intéressant de noter que, alors que 54 p.c. des cas signalés ont pris naissance dans la province de Québec, ces cas ne comptent par ailleurs que pour 22.5 p.c. du montant prévu des pertes des créanciers. D'autre part, 37.5 p.c. de ces cas ont pris naissance dans la province d'Ontario et comptent pour 73.4 p.c. du montant prévu des pertes des créanciers. L'*Annexe "B-1"* fait voir le nombre de faillites signalées ainsi que le montant prévu des pertes des créanciers par province.

L'*Annexe "B-2"* présente, par province, certaines statistiques se rapportant aux faillites commerciales signalées durant l'année, alors que l'*Annexe "B-3"* présente les renseignements de même nature concernant les faillites des non-commerçants et l'*Annexe "B-4"*, des statistiques concernant les propositions.

L'*Annexe "B-5"* complète l'*Annexe "B-3"*. Elle présente des statistiques se rapportant aux faillites de personnes qui ont garanti le paiement de dettes commerciales, dettes qui sont incluses dans les statistiques se rapportant aux faillis non-commerçants.

Il est intéressant de noter que, alors que les provinces de Québec et Ontario comptent approximativement le même nombre de faillites non-commerciales la province de Québec compte un beaucoup plus grand nombre de faillites commerciales (1562) que la province d'Ontario (918). De même, le nombre de propositions approuvées dans la province de Québec est beaucoup plus considérable (240) que dans la province d'Ontario (41).

(c) *Faillites terminées*

Les *Annexes "C"* à "*C-3*" présentent des statistiques se rapportant aux faillites et propositions terminées durant l'année 1966, par province. Comme dans le cas des années précédentes, ces statistiques sont de trois catégories, soit les faillites administrées en vertu des dispositions générales de la loi, les faillites administrées en vertu des dispositions sommaires, et les propositions. Ces annexes, en plus de montrer le nombre de faillites ou de propositions terminées par province, montrent aussi le montant de l'actif et du passif tel qu'originellement estimés par les débiteurs, le montant de la réalisation effectuée par les syndics, les dépenses d'administration et, finalement, le montant des dividendes distribués aux créanciers, par classe.

II. La Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies.

Le but de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, dont la promulgation remonte à 1933, était de permettre aux corporations de procéder à une réorganisation de leurs finances et d'en arriver à des compromis avec leurs créanciers, sans qu'elles soient obligées de déposer une cession de biens ou d'autrement tomber sous la juridiction de la cour des faillites.

Les procédures prises en vertu de cette loi sont, dans une certaine mesure, sous la surveillance de la Cour qui a juridiction en l'instance et cette loi n'attribue aucune responsabilité au Service des faillites quant à ces procédures. Il n'existe pas de statistiques relativement aux procédures instituées en vertu de cette loi mais il semblerait qu'au cours des dernières années quelques compagnies seulement se sont prévaluées des dispositions de cette loi.

L'un des désavantages de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* réside dans le fait que les créanciers n'ont à peu près aucun moyen à leur disposition pour surveiller les affaires de la compagnie. La loi ne prévoit pas la nomination de syndic non plus que la nomination d'inspecteurs pour protéger les intérêts des créanciers.

Comme mention en a été faite plus haut, la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* fait aussi l'objet du mandat confié au Comité consultatif sur la législation en matière de faillite.

III. La Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers.

Le but de la *Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers*, dont la promulgation remonte à 1934, était d'aider les cultivateurs en butte à des difficultés financières à conserver leur terre en créant une procédure en vertu de laquelle les dettes de ces cultivateurs pouvaient faire l'objet de compromis. La loi assouplit certaines des dispositions de la *Loi sur la faillite* en ce qui concerne les cultivateurs de façon générale.

Aucune procédure en vertu de la *Loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers* n'a été signalée depuis 1959.

IV. La loi sur les liquidations.

La première *loi fédérale sur les Liquidations* a été promulguée en 1822 et la présente loi se trouve au chapitre 296 des S.R.C. 1952.

Le but de la *Loi sur les liquidations* est de créer un mécanisme permettant la liquidation d'une compagnie de façon ordonnée, que cette compagnie soit solvable ou non.

En ce qui concerne les compagnies insolubles, il est bon de noter qu'elles pouvaient être liquidées, avant les modifications de 1966 à la *Loi sur la faillite*, ou bien en vertu de la procédure établie par la *Loi sur les liquidations*, ou en vertu de la procédure établie par la *Loi sur la faillite*. Depuis 1966, cependant, les procédures doivent nécessairement être intentées en vertu de la *Loi sur la faillite* (Article 169A de la loi) toutes les fois qu'elles peuvent être intentées en vertu de l'une ou de l'autre loi.

Le nombre des ordonnances de mise en liquidation rendues dans chaque province au cours des années 1960 à 1966, ainsi que le montant du passif en cause, sont montrés à l'*Annexe "D"*. Il est intéressant de noter qu'en 1966, peut-être à cause des modifications apportées à la *Loi sur la faillite* mentionnées plus haut, le nombre d'ordonnances de mise en liquidation s'est élevé à 32, comparativement à 76, en 1963. Il est aussi intéressant de noter que 311 ou 89 p.c. des 349 ordonnances de mise en liquidation rendues durant cette période de six ans, provenaient de la province de Québec.

Les procédures instituées en vertu de la *Loi sur les liquidations* sont, dans une certaine mesure, surveillées par le tribunal qui a juridiction en la matière. Le Surintendant des faillites n'a aucune responsabilité en rapport avec ces procédures, si ce n'est que, dans certains cas, seul un syndic licencié en vertu de la *Loi sur la faillite* peut agir comme liquidateur.

V. Revenus et dépenses.

Les revenus du bureau du Surintendant des faillites sont tirés de deux sources, soit les honoraires payables à l'occasion de l'émission des nouvelles licences et du renouvelle-

ment des licences de syndic déjà en existence (article 5(3) et (4)), et le prélèvement effectué sur la majorité des paiements, à l'exception des frais, faits par les syndics par voie de dividendes ou autrement pour le compte des réclamations des créanciers (article 106).

Les revenus pour l'année se terminant au 31 mars 1967 s'établissent comme suit:

| | |
|--|---------------------|
| Honoraires perçus sur renouvellements de licence | \$ 12,035.00 |
| Prélèvements | <u>273,281.00</u> |
| | <u>\$285,316.00</u> |

A la suite de l'expansion du Service des faillites, les crédits alloués pour les dépenses de l'année 1966-67 se sont élevés à un montant de beaucoup supérieur à celui de l'année précédente. En 1966-67, il avait été prévu que \$425,300.00 seraient nécessaires pour les fins des opérations du Service des faillites, soit une augmentation de \$273,000.00 comparativement à l'année précédente. La majeure partie de cette augmentation devait être imputée aux salaires et une partie importante de ces crédits n'a pas été utilisée dû au fait que les bureaux régionaux n'ont été en activité qu'à compter du mois de mars 1967. Le montant total des dépenses du Service des faillites, pour l'année 1966-67, s'élève à \$274,733.00, ce qui est légèrement inférieur au montant total des revenus pour la même période. L'Annexe "E" montre, par catégorie de dépenses, le montant alloué, le montant dépensé ainsi que le reliquat non employé.

L'Annexe "E-1" montre les revenus et les dépenses pour chacune des années 1962-63 à 1966-67. Il est intéressant de noter que, durant cette période de cinq ans, les revenus ont excédé les dépenses par la somme de \$566,808.00.

VI. Le personnel administratif.

Le nombre de positions autorisées du Service des faillites, durant la période allant de 1950 à 1965, a été porté de neuf à seize seulement, malgré le fait que les faillites signalées aient augmenté, durant la même période, de 1275 à 5279. A la suite des fonctions additionnelles confiées au Service des faillites comme résultat des modifications à la *Loi sur la faillite*, des bureaux régionaux furent mis sur pied, durant l'année, et au 31 mars 1967 le Service des faillites comprenait 69 positions. Trente-sept de ces positions sont affectées aux bureaux régionaux. L'Annexe "F" présente une analyse comparative des différentes positions du Service des faillites pour la période allant de 1950 à 1967.

Durant l'année, l'entente que le Surintendant des faillites avait déjà conclue avec le Service de vérification du bureau du Contrôleur du Trésor, pour les fins d'une vérification périodique des syndics, a été continuée. L'ouverture des bureaux régionaux permettra au Surintendant des faillites de confier cette responsabilité à ses propres officiers.

Cette année, comme par les années passées, les services de la Gendarmerie royale ont été largement utilisés par le Surintendant des faillites pour les fins des enquêtes concernant les plaintes relatives à des faillites.

TABLE "1"—ANALYSE DES PLAINTES RECUES PAR LE SURINTENDANT DES FAILLITES
AU COURS DE L'ANNÉE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 1966

| Catégorie de plainte | Reçu | Confirmé | Non- confirmé | En suspens |
|---|------|----------|------------------|------------|
| Manquements mineurs de la part de syndics | 128 | 30 | 36 | 62 |
| Incompétence, inconduite et autres critiques de syndics | 90 | 7 | 27 | 56 |
| Fraude alléguée à l'endroit de débiteurs ou autres personnes | 116 | 13 | 24 | 79 |
| Total | 334 | 50 | 87 | 197 |

TABLE "2"—ANALYSE DES LICENCES ACCORDÉES AUX SYNDICS DURANT LA PÉRIODE
DE 1950 AU 31 DÉCEMBRE 1966

| Année | Licences en vigueur au 1 jan. | Nouvelles licences accordées | Licences retirées | | | Licences en vigueur au 31 décembre | | |
|-------|-------------------------------------|------------------------------------|---|----------------------------------|-------|---------------------------------------|---|-------|
| | | | A la suite de décès, démissions, etc. | Sur décision ministérielle | Total | Sans conditions | Restreintes aux dossiers en mains | Total |
| 1950 | 199 | 17 | 19 | | 19 | non disponible | | 197 |
| 1951 | 197 | 16 | 19 | | 19 | non disponible | | 194 |
| 1952 | 194 | 50 | 14 | | 14 | 229 | 1 | 230 |
| 1953 | 230 | 24 | 14 | | 14 | 238 | 2 | 240 |
| 1954 | 240 | 29 | 14 | | 14 | 253 | 2 | 255 |
| 1955 | 255 | 39 | 16 | | 16 | 277 | 1 | 278 |
| 1956 | 278 | 35 | 11 | | 11 | 300 | 2 | 302 |
| 1957 | 302 | 26 | 16 | | 16 | 309 | 3 | 312 |
| 1958 | 312 | 28 | 19 | | 19 | 321 | 0 | 321 |
| 1959 | 321 | 30 | 13 | 3 | 16 | 334 | 1 | 335 |
| 1960 | 335 | 23 | 11 | 1 | 12 | 339 | 7 | 346 |
| 1961 | 346 | 40 | 13 | 2 | 15 | 359 | 12 | 371 |
| 1962 | 371 | 54 | 15 | 1 | 16 | 395 | 14 | 409 |
| 1963 | 409 | 71 | 16 | 0 | 16 | 445 | 19 | 464 |
| 1964 | 464 | 65 | 5 | 4 | 9 | 507 | 13 | 520 |
| 1965 | 520 | 25 | 13 | 4 | 17 | 509 | 19 | 528 |
| 1966 | 528 | nil | 25 | 3 | 28 | 462 | 38 | 500 |

**ANNEXE "A"—ANALYSE COMPARATIVE DES FAILLITES SIGNALÉES, TERMINÉES ET
DONT L'ADMINISTRATION EST REPORTÉE POUR LES ANNÉES 1933 À 1966**

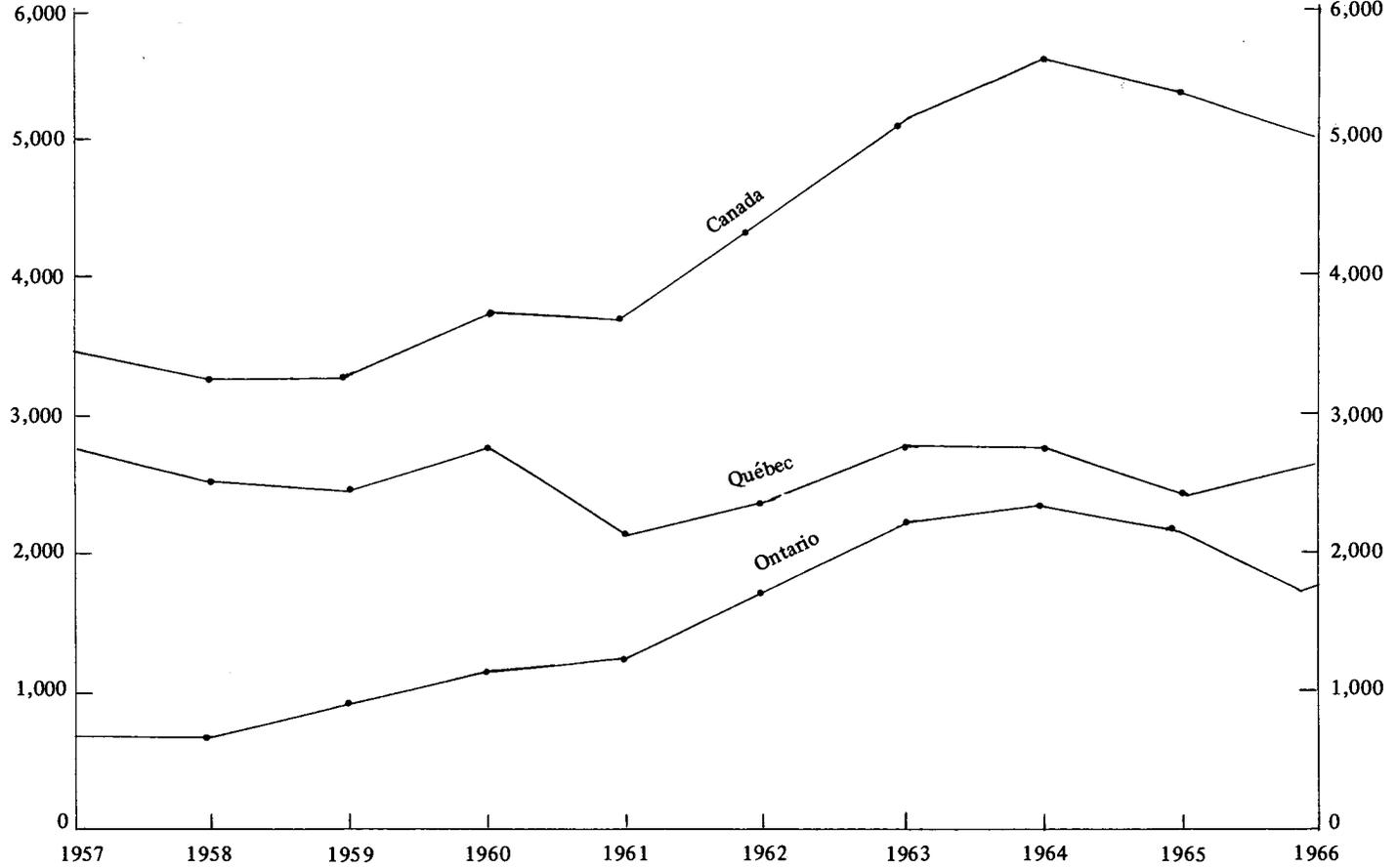
| Année | Faillites signalées | Faillites terminées | Administration reportée |
|--|------------------------|------------------------|----------------------------|
| 1933 | 2,608 | 850 | 1,758 |
| 1934 | 1,411 | 1,620 | 1,545 |
| 1935 | 1,263 | 1,198 | 1,610 |
| 1936 | 1,154 | 1,069 | 1,695 |
| 1937 | 967 | 1,149 | 1,513 |
| 1938 | 1,074 | 1,098 | 1,489 |
| 1939 | 1,109 | 1,119 | 1,479 |
| 1940 | 1,003 | 1,084 | 1,398 |
| 1941 | 918 | 981 | 1,335 |
| 1942 | 725 | 879 | 1,181 |
| 1943 | 416 | 675 | 922 |
| 1944 | 273 | 468 | 727 |
| 1945 | 264 | 351 | 640 |
| 1946 | 269 | 299 | 610 |
| 1947 | 509 | 320 | 799 |
| 1948 | 799 | 450 | 1,148 |
| 1949 | 1,045 | 672 | 1,521 |
| 1950 | 1,275 | 678 | 2,118 |
| 1951 | 1,349 | 993 | 2,474 |
| 1952 | 1,434 | 1,195 | 2,713 |
| 1953 | 1,617 | 1,256 | 3,074 |
| 1954 | 2,265 | 1,336 | 4,003 |
| 1955 | 2,414 | 1,434 | 4,983 |
| 1956 | 2,849 | 953 | 6,879 |
| 1957 | 3,486 | 2,255 | 8,110 |
| 1958 | 3,229 | 3,361 | 7,978 |
| 1959 | 3,238 | 2,923 | 8,293 |
| 1960 | 3,641 | 2,826 | 9,108 |
| 1961 | 3,511 | 2,950 | 9,669 |
| 1962 | 4,297 | 2,772 | 11,194 |
| 1963 | 5,189 | 2,829 | 13,554 |
| 1964 | 5,333 | 2,754 | |
| Propositions et ajustements pour les années antérieures | 3,229 | 218 | 19,144 |
| 1965 | 5,023 | 4,547 | |
| Propositions | 256 | 244 | 19,632 |
| 1966 | 4,677 | 4,072 | |
| Propositions | 286 | 396 | 20,127 |
| | | | 20,127 |

Faillites et Propositions Signalées
Dans les années 1957-1966

Annexe "A-1"

Nombre de faillites et propositions

Nombre de faillites et propositions



ANNEXE "B" — FAILLITES ET PROPOSITIONS SIGNALÉES EN 1966 PAR PROVINCE

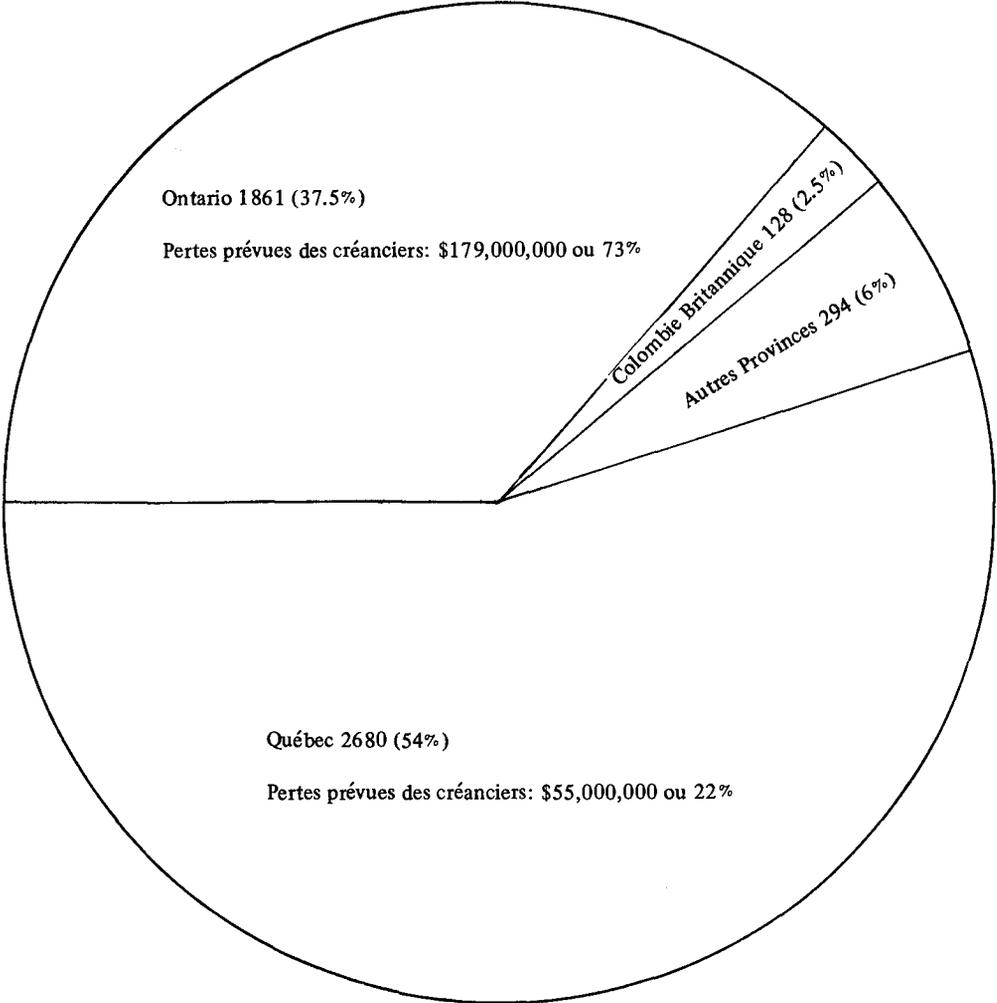
| Province | Nombre de faillites et propositions | Total des actifs (en \$000) | Total du passif (en \$000) | Déficit (en \$000) |
|---------------------------------|---|-----------------------------------|----------------------------------|-----------------------|
| Terre-Neuve | 3 | 103 | 232 | 129 |
| Nouvelle-Écosse | 15 | 411 | 775 | 364 |
| Nouveau-Brunswick | 20 | 144 | 433 | 289 |
| Île du Prince-Édouard | 5 | 98 | 154 | 56 |
| Québec | 2680 | 99,550 | 154,589 | 55,039 |
| Ontario | 1861 | 91,080 | 270,470 | 179,390 |
| Manitoba | 74 | 1,837 | 3,845 | 2,008 |
| Saskatchewan | 38 | 547 | 1,086 | 539 |
| Alberta | 139 | 3,187 | 6,266 | 3,079 |
| Colombie-Britannique | 128 | 6,891 | 10,400 | 3,509 |
| Total | 4963 | 203,848 | 448,250 | 244,402 |

NOTE: Les actifs et le passif sont ceux déclarés par les débiteurs et sujets à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.

Faillites et propositions
produites en 1966

Annexe "B-1"

CANADA 4,963 faillites et propositions
\$244,000,000 pertes prévues des créanciers



ANNEXE "B-2" – FAILLITES COMMERCIALES – 1966

| Province | Total | Sans actifs | Avec actifs de valeur nominale | Avec actifs de \$500.00 et plus | Faillites ou propositions antérieures | Actifs libres de toute garantie | Créances prioritaires | Créances ordinaires | Créances garanties et actifs donnés en garantie | Total des créances |
|-----------------|--------|-------------|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|-----------------------|---------------------|---|--------------------|
| T.-N. | 3 | — | — | 3 | — | \$ 79,909 | \$ 7,399 | \$ 202,468 | \$ 23,000 | \$ 232,867 |
| N.-É. | 12 | 2 | 1 | 9 | — | 185,947 | 18,963 | 510,428 | 223,953 | 753,344 |
| N.-B. | 12 | 3 | 2 | 7 | — | 46,326 | 6,953 | 202,803 | 74,525 | 284,281 |
| Î. P.-É. | 5 | — | 1 | 4 | 1 | 16,298 | 1,802 | 70,228 | 81,885 | 153,915 |
| Qué. | 1,562 | 230 | 209 | 1,123 | 267 | 30,824,991 | 4,244,219 | 65,947,573 | 38,251,435 | 108,443,227 |
| Ont. | 918 | 276 | 207 | 435 | 45 | 29,389,528 | 2,856,252 | 57,342,971 | 41,284,323 | 101,483,546 |
| Man. | 53 | 12 | 8 | 33 | 1 | 668,367 | 84,368 | 2,274,425 | 770,340 | 3,129,133 |
| Sask. | 29 | 11 | 4 | 14 | — | 204,174 | 32,436 | 613,615 | 328,928 | 974,979 |
| Alb. | 97 | 21 | 14 | 62 | — | 1,233,671 | 322,296 | 3,581,024 | 1,638,405 | 5,541,725 |
| C.-B. | 83 | 20 | 12 | 51 | 1 | 3,126,557 | 195,687 | 5,791,193 | 2,672,131 | 8,659,011 |
| Total | 2,774 | 575 | 458 | 1,741 | 315 | \$65,775,768 | \$7,770,375 | \$136,536,728 | \$85,348,925 | \$229,656,028 |
| % du Total . . | (100%) | (21%) | (16%) | (63%) | | | | | | |

- NOTES: (1) Le terme "actifs", lorsqu'utilisé pour différencier les faillites, réfère aux actifs libres de toute garantie. L'expression "actifs de valeur nominale" réfère à des actifs libres de toute garantie ayant une valeur de \$500, ou moins.
- (2) Le montant des actifs et des créances sont ceux déclarés par les débiteurs et sujets à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.

ANNEXE "B-3"—FAILLITES NON-COMMERCIALES — 1966

| Province | Total | Sans actifs | Avec actifs de valeur nominale | Avec actifs de \$500.00 et plus | Faillites ou propositions antérieures | Actifs libres de toute garantie | Créances prioritaires | Créances ordinaires | Créances garanties et actifs donnés en gage | Total des créances |
|------------------------|---------------|--------------|--------------------------------|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------|-----------------------|---------------------|---|---------------------|
| T.-N. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| N.-É. | 3 | 3 | — | — | — | — | — | \$ 20,701 | \$ 1,553 | \$ 22,254 |
| N.-B. | 8 | 3 | 3 | 2 | — | \$ 2,010 | \$ 11,948 | 115,789 | 21,571 | 149,308 |
| Î. P.-É. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Qué. | 878 | 490 | 272 | 116 | 83 | 695,138 | 401,096 | 12,046,735 | 2,634,211 | 15,082,042 |
| Ont. | 902 | 630 | 221 | 51 | 22 | 164,578 | 680,623 | 10,977,609 | 1,869,762 | 13,527,994 |
| Man. | 20 | 7 | 12 | 1 | — | 5,464 | 8,390 | 217,007 | 24,228 | 249,625 |
| Sask. | 7 | 5 | 1 | 1 | — | 4,230 | 3,469 | 85,448 | 4,425 | 93,342 |
| Alb. | 41 | 14 | 19 | 8 | — | 20,257 | 4,883 | 343,670 | 105,647 | 454,200 |
| C.-B. | 44 | 35 | 4 | 5 | 1 | 5,996 | 18,949 | 398,591 | 95,257 | 512,797 |
| Total | 1,903 | 1,187 | 532 | 184 | 106 | \$897,673 | \$1,129,358 | \$24,205,550 | \$4,756,654 | \$30,091,562 |
| % du Total . . | (100%) | (62%) | (28%) | (10%) | | | | | | |

- NOTES: (1) Les actifs qui déterminent la classification des faillites sont des actifs libres. Faillites avec des actifs de valeurs nominales sont celles qui ont des actifs libres d'une valeur de \$500, ou moins.
- (2) Le montant des actifs et des créances sont ceux déclarés par les débiteurs et sujets à être incomplets et infidèles quant à leur valeur.
- (3) Ces statistiques se rapportent aux non-commerçants, y compris ceux qui ont garanti des emprunts commerciaux. Bien que ceux-ci doivent être inclus dans les statistiques des faillites non-commerciales, toute interprétation de ces statistiques doit tenir compte de ces cas spéciaux.

ANNEXE "B-4"—PROPOSITIONS PRODUITES ET RATIFIÉES DURANT L'ANNÉE 1966

| Province | Nombre de propositions produites | Nombre de propositions ratifiées par les tribunaux | Actifs déclarés | Passifs déclarés |
|---------------------------------|----------------------------------|--|-----------------|------------------|
| Terre-Neuve | 2 | — | — | — |
| Nouvelle-Écosse | — | — | — | — |
| Nouveau-Brunswick | — | — | — | — |
| Île-du Prince-Édouard | — | — | — | — |
| Québec | 365 | 240 | \$27,145,450 | \$ 31,063,829 |
| Ontario | 50 | 41 | 18,372,467 | 155,459,325 |
| Manitoba | 1 | 1 | 370,437 | 466,732 |
| Saskatchewan | 1 | 2 | 6,075 | 18,344 |
| Alberta | 1 | 1 | 190,042 | 271,072 |
| Colombie-Britannique | 4 | 1 | 992,176 | 1,227,779 |
| Territoire du Yukon | 1 | — | — | — |
| Total | 425 | 286 | \$47,076,647 | \$188,507,081 |

*Les statistiques se rapportant à la province d'Ontario comprennent 5 propositions dont les actifs ont une valeur de \$14,643,566 et dont le passif se chiffre à \$148,595,806.

ANNEXE "B-5"—FAILLITES DES CAUTIONS EN 1966

| Province | Nombre des cautions | Actifs libres | Créances ordinaires | Créances garanties | Créances prioritaires |
|---------------------------------|---------------------|---------------|---------------------|--------------------|-----------------------|
| Terre-Neuve | nil | nil | nil | nil | nil |
| Île-du Prince-Édouard | nil | nil | nil | nil | nil |
| Nouvelle-Écosse | nil | nil | nil | nil | nil |
| Nouveau-Brunswick | 1 | nil | 7,478.00 | nil | nil |
| Ontario | 176 | \$13,429.00 | \$5,623,650.00 | \$484,991.00 | \$321,254.00 |
| Québec | 105 | 23,372.00 | 2,243,134.00 | 230,769.00 | 60,225.00 |
| Manitoba | 6 | 810.00 | 98,731.00 | 16,300.00 | 287.00 |
| Saskatchewan | 1 | 5.00 | 37,493.00 | nil | nil |
| Alberta | 5 | 3,500.00 | 131,978.00 | 26,132.00 | 1,835.00 |
| Colombie-Britannique | 4 | nil | 91,048.00 | 1,000.00 | 14,371.00 |
| Territoires | nil | nil | nil | nil | nil |
| Total | 298 | \$41,116.00 | \$9,233,512.00 | \$759,192.00 | \$397,972.00 |

ANNEXE "C"—FAILLITES ET PROPOSITIONS TERMINÉES EN 1966
(en milliers de dollars)

| Province | Faillites et propositions | Tels que déclarés par les débiteurs | | | | Déficit Moyen | Réalizations (sauf actifs donnés en garantie) frais et distribution | | | | | | |
|--------------|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---------------------|----------------|---------------|---|----------------------|--------------|-----------------|---|---|---------------------------------|
| | | Réalisation des créanciers garantis | Actifs libres de toute garantie | Créances ordinaires | Déficit | | Frais légaux | Honoraires du syndic | Autres frais | Total des Frais | Montants distribués aux créanciers prioritaires | Montants distribués aux créanciers ordinaires | Montant réalisé par les syndics |
| T.-N. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Î. P.-É. | 2 | 93 | 13 | 78 | 65 | 32 | — | 2 | 1 | 3 | 1 | 16 | 20 |
| N.-É. | 40 | 618 | 823 | 2,956 | 2,133 | 53 | 14 | 51 | 41 | 106 | 73 | 203 | 382 |
| N.-B. | 20 | 762 | 331 | 2,044 | 1,713 | 85 | 38 | 32 | 12 | 82 | 56 | 53 | 191 |
| Qué. | 1,968 | 16,638 | 30,404 | 69,414 | 39,010 | 19 | 329 | 1,101 | 898 | 2,328 | 1,198 | 3,360 | 6,886 |
| Ont. | 2,072 | 21,396 | 19,265 | 77,258 | 57,993 | 27 | 369 | 1,289 | 980 | 2,628 | 987 | 3,242 | 6,867 |
| Man. | 110 | 1,066 | 447 | 2,145 | 1,698 | 15 | 13 | 51 | 28 | 92 | 44 | 124 | 260 |
| Sask. | 35 | 282 | 63 | 595 | 532 | 15 | 1 | 14 | 4 | 19 | 5 | 3 | 27 |
| Alb. | 63 | 401 | 1,060 | 4,597 | 3,537 | 56 | 34 | 89 | 64 | 187 | 65 | 313 | 565 |
| C.-B. | 158 | 3,045 | 3,224 | 7,856 | 4,632 | 29 | 50 | 182 | 384 | 616 | 220 | 722 | 1,558 |
| Total | 4,468 | 44,301 | 55,630 | 166,943 | 111,313 | 24 | 848 | 2,811 | 2,412 | 6,071 | 2,649 | 8,036 | 16,756 |

ANNEXE "C-1" – FAILLITES TERMINÉES – 1966 ADMINISTRÉES SELON LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA LOI
(en milliers de dollars)

| Province | Faillites et propositions | Tels que déclarés par les débiteurs | | | | | Déficit Moyen | Réalizations (sauf actifs donnés en garantie) frais et distribution | | | | | | |
|--------------|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------|--------------|---------------|---|--------------|-----------------|---|---|--------------------------------|---|
| | | Réalisation des créanciers garantis | Actifs libres de toute garantie | Créances ordinaires | Déficit | Frais légaux | | Honoraires du syndic | Autres frais | Total des Frais | Montants distribués aux créanciers prioritaires | Montants distribués aux créanciers ordinaires | Montant réalisé par les syndic | |
| T.-N. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Î. P.-É. | 1 | 85 | 12 | 72 | 60 | 60 | — | 2 | 1 | 3 | 1 | 16 | 20 | |
| N.-É. | 26 | 593 | 537 | 2,311 | 1,774 | 68 | 12 | 45 | 39 | 96 | 61 | 168 | 325 | |
| N.-B. | 12 | 749 | 329 | 1,958 | 1,629 | 135 | 38 | 30 | 11 | 79 | 56 | 52 | 187 | |
| Qué. | 694 | 7,207 | 9,074 | 32,844 | 23,770 | 34 | 278 | 569 | 636 | 1,483 | 790 | 1,135 | 3,408 | |
| Ont. | 482 | 14,131 | 13,317 | 44,199 | 30,882 | 64 | 313 | 688 | 726 | 1,727 | 875 | 1,734 | 4,336 | |
| Man. | 32 | 856 | 358 | 1,045 | 687 | 21 | 7 | 18 | 20 | 45 | 34 | 43 | 122 | |
| Sask. | 16 | 211 | 62 | 340 | 278 | 17 | 1 | 7 | 3 | 11 | 5 | 3 | 19 | |
| Alb. | 29 | 339 | 995 | 4,038 | 3,043 | 104 | 33 | 76 | 60 | 169 | 64 | 298 | 531 | |
| C.-B. | 82 | 2,878 | 3,054 | 5,999 | 2,945 | 35 | 43 | 147 | 272 | 462 | 214 | 573 | 1,249 | |
| Total | 1,374 | 27,049 | 27,738 | 92,806 | 65,068 | 47 | 725 | 1,582 | 1,768 | 4,075 | 2,100 | 4,022 | 10,197 | |

ANNEXE "C-2" – FAILLITES TERMINÉES – 1966 ADMINISTRÉES SOMMAIREMENT
(en milliers de dollars)

| Province | Faillites et propositions | Tels que déclarés par les débiteurs | | | | Déficit Moyen | Réalizations (sauf actifs donnés en garantie) frais et distribution | | | | | | | |
|--------------|---------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|---------------------|---------------|---------------|---|----------------------|--------------|-----------------|---|---|---------------------------------|--------------|
| | | Réalisation des créanciers garantis | Actifs libres de toute garantie | Créances ordinaires | Déficit | | Frais légaux | Honoraires du syndic | Autres frais | Total des Frais | Montants distribués aux créanciers prioritaires | Montants distribués aux créanciers ordinaires | Montant réalisé par les syndics | |
| T.-N. | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Î. P.-É. | 1 | 8 | 1 | 6 | 5 | 5 | – | – | – | – | – | – | – | – |
| N.-É. | 10 | 19 | 1 | 169 | 168 | 16 | 1 | 2 | 1 | 4 | – | 1 | 5 | 5 |
| N.-B. | 8 | 13 | 2 | 86 | 84 | 10 | – | 2 | 1 | 3 | – | 1 | 4 | 4 |
| Qué. | 948 | 1,281 | 55 | 7,409 | 7,354 | 7 | 16 | 251 | 94 | 361 | 112 | 179 | 652 | 652 |
| Ont. | 1,545 | 4,704 | 1,786 | 22,886 | 21,100 | 13 | 18 | 504 | 134 | 656 | 20 | 40 | 716 | 716 |
| Man. | 68 | 179 | 37 | 847 | 810 | 11 | 3 | 22 | 6 | 31 | 1 | 2 | 34 | 34 |
| Sask. | 19 | 71 | 1 | 255 | 254 | 13 | – | 7 | 1 | 8 | – | – | 8 | 8 |
| Alb. | 34 | 62 | 65 | 559 | 494 | 14 | 1 | 13 | 4 | 18 | 1 | 15 | 34 | 34 |
| C.-B. | 65 | 118 | 6 | 699 | 693 | 10 | – | 15 | 4 | 19 | 1 | 6 | 26 | 26 |
| Total | 2,698 | 6,455 | 1,954 | 32,916 | 30,962 | 11 | 39 | 816 | 245 | 1,100 | 135 | 244 | 1,479 | 1,479 |

ANNEXE "C-3" – PROPOSITIONS TERMINÉES EN 1966

(en milliers de dollars)

| Province | Faillites et propositions | Réalisation des créanciers garantis | Tels que déclarés par les débiteurs | | | Réalizations (sauf actifs donnés en garantie) frais et distribution | | | | | | |
|----------|---------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---------------------|---------|---|----------------------|--------------|-----------------|---|---|---------------------------------|
| | | | Actifs libres de toute garantie | Créances ordinaires | Déficit | Frais légaux | Honoraires du syndic | Autres frais | Total des Frais | Montants distribués aux créanciers prioritaires | Montants distribués aux créanciers ordinaires | Montant réalisé par les syndics |
| T.-N. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Î. P.-É. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| N.-É. | 4 | 6 | 285 | 476 | 191 | 1 | 4 | 1 | 6 | 12 | 34 | 52 |
| N.-B. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Qué. | 326 | 8,150 | 21,275 | 29,161 | 7,886 | 35 | 281 | 168 | 484 | 296 | 2,046 | 2,826 |
| Ont. | 45 | 2,561 | 4,162 | 10,173 | 6,011 | 38 | 97 | 120 | 255 | 92 | 1,468 | 1,815 |
| Man. | 10 | 31 | 52 | 253 | 201 | 3 | 11 | 2 | 16 | 9 | 79 | 104 |
| Sask. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| Alb. | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — |
| C.-B. | 11 | 49 | 164 | 1,158 | 994 | 7 | 20 | 108 | 135 | 5 | 143 | 283 |
| Total | 396 | 10,797 | 25,938 | 41,221 | 15,283 | 84 | 413 | 399 | 896 | 414 | 3,770 | 5,080 |

NOTE: Le montant de 5 millions de dollars réalisé par les syndics semble peu élevé lorsqu'il est comparé aux actifs libres de toute garantie mais une partie de cet écart peut s'expliquer par le fait qu'un certain nombre de ces propositions ont été annulées.

**ANNEXE "D"—CORPORATIONS LIQUIDÉES EN VERTU DE LA LOI SUR LES LIQUIDATIONS
(PAR PROVINCES AVEC LES DETTES EN MILLIERS DE DOLLARS)
POUR LES ANNÉES 1960 À 1966**

(Source: Bureau Fédéral de la Statistique)

| Province | 1960 | | 1961 | | 1962 | | 1963 | | 1964 | | 1965 | | 1966 | | Total 6 années | |
|---------------------------------|------|---------|------|---------|------|---------|------|---------|------|----------|------|---------|------|----------|----------------|----------|
| | Nº | Passif | Nº | Passif | Nº | Passif | Nº | Passif |
| Terre-Neuve | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Île du Prince-Édouard | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Nouvelle-Écosse | | | 1 | 42 | 1 | 5 | | | | | | | 1 | 3,508 | 3 | 3,555 |
| Nouveau-Brunswick | | | | | | | | | 1 | 1,118 | | | | | 1 | 1,118 |
| Québec | 24 | 786 | 27 | 1,535 | 64 | 7,859 | 72 | 4,658 | 58 | 12,050 | 43 | 2,817 | 23 | 3,448 | 311 | 33,219 |
| Ontario | 1 | 73 | | | 1 | 35 | 1 | 20 | 5 | 683 | 1 | 192 | 7 | 3,194 | 16 | 4,197 |
| Manitoba | | | | | | | | | | | 1 | 150 | | | 1 | 150 |
| Saskatchewan | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Alberta | 1 | 15 | 3 | 20 | | | 1 | 14 | 1 | 25 | 1 | 50 | | | 7 | 124 |
| Colombie-Britannique | 2 | 732 | | | 3 | 703 | 2 | 2,314 | 1 | 753 | 1 | 804 | 1 | 35 | 10 | 5,341 |
| Canada | 28 | \$1,606 | 31 | \$1,597 | 69 | \$8,602 | 76 | \$7,006 | 66 | \$14,629 | 47 | \$4,013 | 32 | \$10,185 | 349 | \$47,704 |

ANNEXE "E-1" – ALLOCATIONS DE CRÉDITS ET DE DÉPENSES 1966 – 1967

| | Crédits | Dépenses | Solde non dépensé |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| Traitements et Salaires | \$331,200.00 | \$201,513.00 | \$129,687.00 |
| Services professionnels et spéciaux | 48,000.00 | 47,466.00 | 534.00 |
| Dépenses de voyages | 22,100.00 | 7,571.00 | 14,529.00 |
| Téléphones et Télégrammes | 4,250.00 | 4,182.00 | 68.00 |
| Papeteries, équipements et fournitures de bureau | 18,000.00 | 13,233.00 | 4,767.00 |
| Divers | 1,750.00 | 767.00 | 983.00 |
| Total | \$425,300.00 | \$274,732.00 | \$150,568.00 |

ANNEXE "E-1" – TABLEAU COMPARATIF DES REVENUS ET DÉPENSES POUR LES ANNÉES 1962-63, 1963-64, 1964-65, 1965-66 et 1966-67

| | Revenus | Dépenses | Revenus en excès des dépenses |
|------------------------|-----------------------|---------------------|-------------------------------|
| 1962-63 | \$ 227,735.00 | \$143,438.00 | \$ 84,297.00 |
| 1963-64 | 228,120.00 | 133,682.00 | 154,438.00 |
| 1964-65 | 298,642.00 | 115,652.00 | 182,990.00 |
| 1965-66 | 277,937.00 | 143,437.00 | 134,500.00 |
| 1966-67 | 285,316.00 | 274,733.00 | 10,583.00 |
| Total | \$1,377,750.00 | \$810,942.00 | \$566,808.00 |

ANNEXE "F" – PERSONNEL ADMINISTRATIF
NOMBRE DE POSITIONS AUTORISÉES AU 31 MARS, 1950, 1960, 1962, 1965, 1966, 1967

| Catégorie d'employés | 1950 | 1960 | 1962 | 1965 | 1966 | 1967 |
|--|----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Bureau Principal | | | | | | |
| Exécutif | 1 | 1 | 1 | 2 | 2 | 4 |
| Administratif et Professionnel | 2 | 2 | 4 | 4 | 8 | 9 |
| Commis et Sténographes | 6 | 8 | 9 | 10 | 19 | 19 |
| Total Bureau Principal | 9 | 11 | 14 | 16 | 29 | 32 |
| Bureaux Régionaux | | | | | | |
| Exécutif | | | | | | 3 |
| Administratif et Professionnel | | | | | 2 | 24 |
| Commis et Sténographes | | | | | | 10 |
| | | | | | 2 | 37 |
| | 9 | 11 | 14 | 16 | 31 | 69 |